

■ Table des matières

	Éditorial	
	Les enjeux du financement de contentieux par les tiers, <i>Louis Degos</i>	3
	Dossier spécial	
	La pratique suisse du financement de contentieux par des tiers : entre évolution du marché et obligations professionnelles de l'avocat-e, <i>Vanessa Chambour</i>	8
	Le modèle français de financement de l'arbitrage par les tiers, <i>Thomas Clay</i>	13
	Financement des contentieux par des tiers : état des lieux et enseignements de l'étude de cartographie de la Commission européenne, <i>Peter Csonka, Jacek Garstka, Sophie Chaigneau</i>	18
	Profession	
	Les atteintes à la profession d'avocat outre-Atlantique : quand notre indépendance est bafouée, <i>Marc Dal</i>	26
	Point sur...	
	Le rôle de la Commission européenne dans la protection des valeurs de l'Union, <i>Jessica Larsson</i>	30
	Chronique de contentieux	
	Et si l'on parlait de l'abus de droit d'un État membre en matière de citoyenneté de l'Union ? À propos de l'arrêt de la Cour de justice rendu en Grande Chambre, le 29 avril 2025, <i>Commission c/ Malte</i> , dans l'affaire dite des <i>Golden Passports</i> , <i>Hélène Gaudin</i>	36
	L'avis de l'expert européen	
	La convention du Conseil de l'Europe pour la protection de la profession d'avocat. Une garantie pour la bonne administration de la justice et du respect de l'État de droit, <i>Laurent Pettiti</i>	44
	Édition 2025 du rapport sur l'État de droit de la Commission européenne, <i>Christophe Bayle</i>	46
	Du côté du CCBE	
	Position du CCBE sur la proposition de nouveau règlement sur les retours	50
	Lettres du CCBE en soutien aux avocats (Tunisie, Bangladesh, Thaïlande, Arabie Saoudite)	67
	Actualités en droit européen	89
	Informations générales	111



Le financement de contentieux par des tiers

SOMMAIRE

La pratique suisse du financement de contentieux par des tiers : entre évolution du marché et obligations professionnelles de l'avocat-e	8
• Vanessa Chambour, <i>Docteure en droit, Avocate à Lausanne,</i> <i>Chargée de cours à l'Université de Fribourg, Deuxième Vice-présidente de la Fédération Suisse des Avocats</i>	
Le modèle français de financement de l'arbitrage par les tiers.....	13
• Thomas Clay, <i>Agrégé des facultés de droit, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Avocat au Barreau de Paris, Clay Arbitration</i>	
Financement des contentieux par des tiers : état des lieux et enseignements de l'étude de cartographie de la Commission européenne	18
• Peter Csonka, <i>Directeur (faisant fonction) des politiques de Justice, à la Direction générale de la justice et des consommateurs, Commission européenne</i>	
• Jacek Garstka, <i>Chargé de la législation à la Direction générale de la justice et des consommateurs, Commission européenne, Avocat au barreau de Lodz, Pologne</i>	
• Sophie Chaigneau, <i>Magistrate, Experte nationale détachée à la Direction générale de la justice et des consommateurs, Commission européenne</i>	



SOMMAIRE

Les atteintes à la profession d’avocat outre-Atlantique : quand notre indépendance est bafouée	26
• Marc Dal, <i>Vice-bâtonnier de l’Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles, Associé du cabinet DALDEWOLF</i>	



SOMMAIRE

Le rôle de la Commission européenne dans la protection des valeurs de l'Union 30

• Jessica Larsson, *Cheffe de la Représentation de la Commission européenne en France, faisant fonction*

■ L'avis de l'expert européen



SOMMAIRE

La convention du Conseil de l'Europe pour la protection de la profession d'avocat. Une garantie pour la bonne administration de la justice et du respect de l'État de droit.....	44
• Laurent Pettiti, <i>Avocat au barreau de Paris, Président de la délégation des Barreaux de France, Ancien membre du Conseil de l'ordre</i>	
Édition 2025 du rapport sur l'État de droit de la Commission européenne.....	46
• Christophe Bayle, <i>Ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de Bordeaux, Premier vice- président de la Conférence des Bâtonniers</i>	



SOMMAIRE

Position du CCBE sur la proposition de nouveau règlement sur les retours	50
Lettres du CCBE en soutien aux avocats (Tunisie, Bangladesh, Thaïlande, Arabie Saoudite)	67



SOMMAIRE

Action extérieure, commerce et douanes

Renvoi préjudiciel, Politique étrangère et de sécurité commune, Exportation de billets de banque, Condition d'exemption, Paiement de frais médicaux 91

Brexit, Accord de commerce et de coopération, Obligations du Royaume-Uni, Interdiction de la pêche de lançons 91

Concurrence

Renvoi préjudiciel, Aide d'État, Cadre de référence, Avantage sélectif 91

Consommation

Renvoi préjudiciel, Protection des consommateurs, Clauses abusives, Résolution bancaires, Mesures conservatoires 92

Renvoi préjudiciel, Protection des consommateurs, Exécution forcée extrajudiciaire, Mesure provisoire 92

Droit général et institutionnel de l'UE

Renvoi préjudiciel, État de droit, Indépendance des juges, Organe disciplinaire de la magistrature 93

Recours en manquement, Citoyenneté de l'Union, Programme de citoyenneté par investissement, Régime de naturalisation transactionnel 93

Recours en annulation, Vaccins, COVID-19, Messages texte, Accès aux documents, Transparence 93

Renvoi préjudiciel, Indépendance des juges, Indemnité de départ à la retraite 94

Droits fondamentaux

France, Traitements inhumains et dégradants, Droit à la vie privée et familiale, Viol, Notion de consentement, Enquêtes et poursuites effectives, Cadre législatif défaillant 94

Droit à un procès équitable, Participation à la procédure, Droit au respect de la vie privée et familiale, Correspondance, Détenu 95

Traitements inhumains ou dégradants, Épuisement des voies de recours, Réacheminement, Conditions de détention, Rejet 95

Droit à la liberté et à la sûreté, Mandat d'arrêt européen, Nécessité d'un mandat d'arrêt national, Non-violation 96

Droit à un procès équitable, Recours juridictionnel effectif, Droit à l'égalité d'accès à la fonction publique 96

Droit à la vie privée, Obligations positives, Défaut de motivation 96

Droit à un procès équitable, Jugement par défaut, Droit à interroger ou faire interroger les témoins à charge 97

Droit à la vie privée, Perquisition, Absence de garanties procédurales suffisantes, Absence d'indépendance du parquet 97

Droit à la vie, Usage de la force par un agent de l'État, Non-violation 97

Liberté de réunion et d'association, Manifestation, Port d'un dispositif de protection 98

Droit à la vie privée et familiale, Notion de moralité, Non-violation 98

France, Diffamation, Droit à un procès équitable, Droit à un recours effectif, Cour de justice de la République, Irrecevabilité de la requête 98

Traitements inhumains ou dégradants, Prescription 99